

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 15/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STVM Geoperformance

Parcelles 03, 04 section ZC 25110 Baume-les-Dames

Références : UID257090/SPR/LT/AR 2024 - 0715K
Code AIOT : 0100043948

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 2 juillet 2024 dans l'établissement STVM Geoperformance implanté Parcelles 03, 04 section ZC 25110 Baume-les-Dames. L'inspection a été annoncée le 27/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la visite du 22 mars 2024, la société STVM Geoperformance a été mise en demeure par arrêtés préfectoraux du 21 mai 2024 et du 12 juin 2024. Les installations sont situées respectivement sur les parcelles 14-16-18 et 03-04 section ZC du plan cadastral de la commune de Baume-les-dames. Ces arrêtés portent sur la régularisation par la remise en état de l'exploitation irrégulière de deux stockages de mâchefers d'incinération de déchets non dangereux (MIDND). Ces installations, exploitées sans le titre requis, relèvent de la rubrique n°2760-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement soumise à autorisation.

Le présent rapport porte sur le site localisé au droit des parcelles 03-04 section ZC du plan cadastral. Ces parcelles sont en zone agricole « A » du plan local d'urbanisme en vigueur de la commune de Baume-les-dames. En leur milieu, un bâtiment à usage agricole en structure métallique prend place. Ce bâtiment a fait l'objet d'une autorisation au titre du Code de l'urbanisme en 2020. L'arrêté préfectoral de mise en demeure a été notifié à l'exploitant le 25 juin 2024. Les délais des points de contrôles ne sont pas encore échus. Toutefois, l'inspection a mis à profit la visite sur les parcelles voisines en prairie pour faire un point de situation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STVM Geoperformance
- Parcelles 14,16,18,, 03, 04 section ZC 25110 Baume-les-Dames
- Code AIOT : 0100043948
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société STVM Geoperformance est spécialisée dans le traitement et recyclage des déchets de chantier ainsi que la valorisation des mâchefers d'incinération des ordures ménagères.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Évacuation des déchets de balayage et des métaux	AP de Mise en Demeure du 12/06/2024, article 1.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
2	Évacuation des MIDND	AP de Mise en Demeure du 12/06/2024, article 1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Mesures conservatoires / recouvrement	AP de Mise en Demeure du 12/06/2024, article 2	Délai non échu

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant est invité à prendre l'attache d'un bureau d'études spécialisé en sites et sols pollués (<https://www.lne.fr/recherche-certificats/fr/239>) ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine en vue de construire un plan de gestion et proposer une solution technique pérenne de ces mâchefers dans l'objectif de respecter les principes fixés à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement en matière de traitement des déchets, et notamment « *sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement* ».

Une attention particulière est à porter sur la gestion des eaux pluviales, la pérennité de la solution technique, l'aménagement au droit du bâtiment, la présence d'affleurements karstiques.

Les déchets de balayage de voirie doivent faire l'objet d'une caractérisation environnementale, le cas échéant géotechnique pour une valorisation routière. Ces déchets, non dangereux dont le caractère inerte n'a pas été démontré, doivent être évacués dans une installation dûment autorisée,

ce qui n'est pas le cas de la plateforme VERMOT TP/SEP de Flangebouche (rubrique 2716 non autorisée ou non déclarée).

Tout comme les mâchefers, l'entreposage doit se faire dans un bâtiment couvert pour limiter le phénomène de lixiviation et de lessivage par les eaux météoriques. Une proposition d'action corrective de l'installation réceptrice est attendue dans les plus brefs délais .

Les déchets de mâchefers et métaux sur le chemin d'accès à la prairie sont à extraire et évacuer dans des installations dûment autorisées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Évacuation des déchets de balayage et des métaux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/06/2024, article 1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols et des eaux
Prescription contrôlée : <i>« Les déchets de balayage en mélange avec des déchets d'emballage et les déchets de métaux sont envoyés, dans un délai maximum d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, dans une installation dûment autorisée au titre du Code de l'environnement à les prendre en charge. Sous réserve de la faisabilité technique, les déchets font l'objet d'un tri afin de valoriser par filière les matériaux (plastique, métaux...). Les justificatifs de traitement seront tenus à disposition de l'inspection des installations classées. »</i>
Constats : Les déchets de balayage ont été évacués entre le 15 mai et le 5 juin 2024. La quantité est évaluée à 1200 tonnes. Aux dires de l'exploitant, l'installation réceptrice est la plateforme exploitée par VERMOT TP/SEP située sur la commune de Flangebouche. Les registres attestant de la traçabilité des déchets, pourtant demandés lors de l'annonce de la visite, n'ont pas été présentés par l'exploitant. Avec un tel volume, l'installation réceptrice relève de la rubrique ICPE n°2716 « <i>Transit, regroupement, tri ou préparation de déchets non dangereux non inertes</i> ». En fonction de la densité, elle est soumise au régime déclaration avec contrôle pour un volume compris entre 100 et 1000 m ³ ou à enregistrement pour un volume supérieur à 1000 m ³ . À la lecture de la situation administrative et des arrêtés autorisant l'exploitation des installations réceptrices de Flangebouche, la rubrique ICPE n°2716 n'est pas citée. Ces déchets ont donc été transférés vers une installation non autorisée au titre du Code de l'environnement. Ceci constitue une non-conformité à l'article L.541-2 du code de l'environnement qui prescrit notamment que « Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge ». L'exploitant prévoit une opération de criblage et démétallisation pour séparer les métaux, plastiques et emballages des fines. Si une valorisation en technique routière est envisagée, une analyse préalable d'un échantillon devra être réalisée accompagnée de la démonstration de l'innocuité environnementale couplée à une caractérisation géotechnique. La fiche action « balayage » annexée à la note n°6 « gestion des déchets de la route - Cerema,

<p>décembre 2027 » dispose en effet :</p> <p>- « <i>Les éléments fins des déchets de balayage sont des résidus directs de la pollution chronique. Ils contiennent des éléments et composés caractéristiques de la pollution d'origine routière tels que les éléments traces métalliques et les hydrocarbures. Une attention particulière doit donc être portée à la caractérisation de leur charge polluante. [...] Procéder à l'analyse de la composition chimique des produits en préalable à leur évacuation périodique selon l'arrêté du 12 décembre 2014, relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les ISDI. Cette caractérisation environnementale pour la filière de gestion peut être couplée à une caractérisation géotechnique dans le cas d'une valorisation matière. Stocker les déchets de balayage d'entretien courant dans une zone spécifique munie d'un système de récupération des eaux de pluie. »</i></p> <p>L'exploitant est invité à réaliser, en préalable à tout envoi en ISDI ou ISDND ou en valorisation en technique routière, une caractérisation via l'analyse d'un échantillon normalisé à construire après criblage/démétallisation.</p> <p>Dans cette attente, un stockage couvert est à réaliser dans les plus brefs délais.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Évacuation des MIDND

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/06/2024, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des sols et des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« <i>Dans un délai maximum de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, les tas de mâchefers entreposés sur la partie sud de la plateforme, dont le volume est estimé à 1000 m³ font l'objet d'une évacuation, par véhicule bâché, dans une installation autorisée au titre du Code de l'environnement. Les justificatifs de traitement seront tenus à disposition de l'inspection des installations classées. »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>L'évacuation des tas de mâchefers, pour un tonnage de 1200 tonnes déclaré par l'exploitant, s'est déroulée du 15 mai 2024 au 5 juin 2024. L'installation réceptrice est la plateforme de maturation et d'élaboration (IME) exploitée par la société VERMOT TP sur la commune de Flangebouche.</p> <p>Une quantité résiduelle des mâchefers a été réservée pour régler les pentes de la présente plateforme de Baume-les-dames avant son recouvrement par un enduit superficiel (voir point suivant).</p> <p>L'exploitant a déclaré que ces mâchefers avaient été transférés sur la plateforme de Flangebouche en plein air, exposés aux eaux météoriques favorisant les phénomènes de lixiviation.</p> <p>Ce type de pratique contrevient aux dispositions :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de l'article 13 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2006 réglementant l'IME susvisé : « <i>l'aire de stockage des mâchefers sera située à l'intérieur d'un hangar couvert et étanche...</i> » ; - au 5° de l'annexe de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux : « <i>La mise en œuvre de matériaux routiers doit être effectuée de façon à limiter les contacts avec les eaux météoriques, superficielles</i>

et souterraines. [...] »
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit récupérer les déchets de balayage et les envoyer à une installation autorisée à les prendre en charge.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer dans les meilleurs délais techniques que les dispositions d'entreposage des MIDND (bâtiment couvert) soient respectées par l'IME de Flangebouche. Il en rendra compte à l'inspection.</p> <p>L'exploitant fera part à l'inspection de la finalité des MIDND évacués sur la plateforme de Flangebouche. Si une valorisation routière est envisagée (sous réserve du respect des critères environnementaux, considérant le stockage non conforme durant plusieurs mois à l'air libre, une étude du comportement à la lixiviation et à l'évaluation de la teneur intrinsèque en éléments polluants devra de nouveau être réalisée au préalable suivant une procédure d'échantillonnage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Mesures conservatoires / recouvrement

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 12/06/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution des eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« En application du troisième alinéa du premier point de l'article L.171-7 du Code de l'environnement, les mesures conservatoires suivantes sont respectées par la société STVM Geoperformance dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté :</p> <p>- la société STVM Geoperformance fait procéder sur l'emprise de la plateforme au droit des parcelles 03 et 04 section ZC du plan cadastral de la commune de Baume-les-dames à un recouvrement par un matériau imperméable réversible (dont les tas de mâchefers si non encore évacués) jusqu'à la fin des opérations prévues par le plan de gestion. »</p>
<p>Constats :</p> <p>La plateforme comporte en son centre un bâtiment à usage agricole. Sa surface est d'environ 6600 m².</p> <p>Elle a fait l'objet pour son aménagement d'une mise en forme par l'apport de mâchefers d'unité d'incinération des ordures ménagères depuis juin 2021.</p> <p>En mars 2024, cet aménagement n'était toujours pas revêtu par une surface imperméable (enrobé, enduit superficiel...) pour limiter le phénomène de lessivage des lixiviats par les eaux météoriques. Certains lots de mâchefers au moins ont des caractéristiques pour un usage de type 1.</p> <p>La surface au sol au droit du bâtiment a également été aménagée avec ces mâchefers.</p> <p>Pour rappel, la note technique DGPR du 29 mars 2016 dispose "que la plateforme d'activités économiques soit au final revêtue* ou non, recouverte ou non, des matériaux alternatifs peuvent être mis en oeuvre pour des usages – en remblai sous ouvrage, en couche de forme, en assise, en couche</p>

de roulement ou sous bâtiment - sans limitation de hauteur, sous réserve que les matériaux alternatifs respectent le référentiel environnemental associé aux usages **de type 3**."

Ce type de pratique au droit d'un bâtiment, sans démonstration de la compatibilité avec l'usage futur, est proscrite.

L'exploitant a d'ores et déjà réalisé l'imperméabilisation de la plateforme hors bâtiment. Les travaux réalisés début juin 2024 ont consisté en :

- le réglage des pentes en forme de diamant pour évacuation des eaux pluviales sur les extérieurs puis par infiltration ;
- le cloutage préalable au moyen de gravillons 10/14 directement sur les mâchefers ;
- la pose d'un enduit superficiel au moyen de gravillons 6/10.

Des caniveaux visibles sur la périphérie de la plateforme restent à mettre en place.

L'inspection souligne que cette couverture ne répond pas à la prescription qui exigeait une couverture réversible dans l'attente de réalisation du plan de gestion. Toutefois, l'objectif de limiter le phénomène de lixiviation est atteint.

Le plan de gestion, qui est à produire par l'exploitant, devra démontrer que cette mise en œuvre permet d'atteindre l'objectif de respecter les principes fixés à l'article L. 541-1 du code de l'environnement en matière de traitement des déchets, et notamment « *sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement* ».

Une attention particulière est à porter sur la gestion des eaux pluviales, la pérennité de la solution technique, l'aménagement au droit du bâtiment, la présence d'affleurements karstiques.

En outre, l'inspection a pu observer des dépôts résiduels de mâchefers et de métaux sur le chemin d'accès à la prairie. Ces dépôts, non observés en mars 2024 mais mis en évidence après les fortes pluies, seraient liés au déversement lors du transit des déchets entre la plateforme et la prairie. L'exploitant est invité à évacuer ces déchets de mâchefers et métaux dans des installations dûment autorisées au titre du Code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite